

APRÈS L'ASSASSINAT DE DEUX MOZABITES À GHARDAÏA

Impressionnant rassemblement à Alger

Le double assassinat qui a eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi, à Berriane et Ghardaïa, de deux jeunes Mozabites âgés de 22 et 24 ans, a provoqué la colère de la communauté ibadite qui a tenu hier, un impressionnant rassemblement à Alger.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - «Stop l'extermination». C'est ce qu'on peut lire sur une pancarte portée hier par un jeune Mozabite devant la Maison de la presse Tahar Djaout, au 1^{er} Mai, à Alger. Il n'était pas le seul. Ils étaient plus d'un millier à tenir un rassemblement en début d'après-midi, pour dire : «Des vies humaines ont été massacrées, des maisons ont été brûlées, des biens ont été volés et les criminels demeurent en liberté... Où est l'Etat ?»

C'est que le conflit intercommunautaire à Ghardaïa a pris des proportions plus qu'alarmantes et l'exécution ce vendredi, vers 19h, à Berriane, du jeune Benaceur Nacer, âgé à peine de 23 ans, avec un fusil de chasse, en est la parfaite illustration.

Les Mozabites n'ont pas eu le temps d'esuyer leurs larmes, puisque à peine quelque temps après l'arrestation du présumé coupable, un jeune Chaâmbi, par la police, la ville de

Ghardaïa s'est réveillée ce samedi sur un autre crime. El Hadj Chaâbane Rostom, un autre jeune Mozabite de 24 ans, a succombé à ses blessures causées par des coups de couteau dans le quartier Ba-Aïssa Oualmane. La sinistre nouvelle a vite fait le tour du pays, et les Mozabites de la région d'Alger ont réagi pour dire sur des pancartes haut portées hier : «C'est la politique de l'impunité qui a laissé libre cours à la fitna pendant quatre mois... Est-ce que l'Etat est incapable d'éteindre le feu de la fitna où c'est lui qui l'entretient...

Les criminels s'adonnent à des crimes au vu de la police et de la gendarmerie... Est-ce que les élections sont plus importantes que la protection des vies humaines et des biens des citoyens.»

«Des Algériens Imazighen... et y en a marre du terrorisme»

C'est sur les couplets de l'hymne national que les Mozabites ont entamé leur sit-in, avant d'enchaîner des slogans pour réaffirmer leur appartenance à la terre d'Algérie et revendiquer fièrement leur identité amazighe. «Béni M'zab sont des Algériens», ont-ils scandé, avant d'enchaîner «Imazighen». Ce sont des chants qu'ils n'ont pas cessé de répéter tout au long du rassemblement qui a duré une heure, dans le calme, l'organisation et la discipline, pour ainsi dire : «y en a marre du terrorisme, y en a marre de Belmokhtar (chef terroriste d'une tribu chaâmbie de Ghardaïa ndlr)».

En effet, certaines communautés arabes dans la région de Ghardaïa, adeptes de courants religieux extrémistes ont tendance à qualifier les Mozabites ibadites de mécréants, et cet état de fait, selon plusieurs témoignages, est pour beaucoup dans le conflit qui oppose les deux communautés.

L'angoisse monte à mesure que le jour du vote approche !

Contacté hier, Khoudir Babaz, membre de la cellule de suivi et de coordination des Mozabites a exprimé ses pires craintes : «A Ghardaïa, l'angoisse monte à mesure que le jour du vote approche car nous avons l'ultime conviction que ce qui se passe chez nous a un rapport direct avec les élections présidentielles. Nous avons peur d'une escalade de la violence d'ici le 17 avril et que la situation ne dégénère complètement.

Ce vendredi on en est arrivé aux armes à feu, et Dieu seul sait ce qu'il en adviendra dans les prochains jours».

La peur anime, ainsi, le quotidien des Ghardaouis et si la situation reste ainsi, les Mozabites qui se sont rassemblés hier au 1^{er} Mai, à Alger, ont menacé de «tenir un autre rassemblement devant la présidence de la République».

M. M.

ALORS QUE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EST PLUTÔT TÂTONNANTE À BOUIRA

Les partisans du rejet s'activent

A Bouira, le moins que l'on puisse dire de cette campagne électorale pour la présidentielle du 17 avril prochain, est que celle-ci a été des plus tâtonnantes, avec comme événement majeur, l'absence pour la première fois de l'histoire des élections présidentielles à Bouira de deux candidats en lice, à savoir Ali Faouzi Rebaine dont même la permanence électorale n'a pas été ouverte au niveau de la wilaya, et Abdelaziz Belaïd, deux candidats qui n'ont pas daigné faire la virée de Bouira.

Le troisième candidat à avoir fait peu cas de la wilaya de Bouira qui compte quand même quelque 510 000 électeurs, soit un peu plus d'un demi-million de voix, est Louisa Hanoune qui a délégué son directeur de campagne pour faire sa promotion dans une wilaya cosmopolite et très sensible avec une population composée de berbérophones et d'arabophones.

Cela étant, même les candidats «grosses peintures» comme le Président qui fait une campagne par procuration pour un 4^e mandat à travers tout un staff gouvernemental, ou encore Ali Benflis qui, outre son passage très réussi dans la ville de Bouira, a eu des soutiens de certains partis dont celui de Djamel Benabdeslam du FAN, qui a animé plusieurs meetings surtout dans la région berbérophone et Tahar Benbaïbeche qui a animé ce vendredi un meeting à Sour-El-Ghozlane. Même ces deux candidats favoris n'ont pas vraiment réussi à attirer l'attention des électeurs et du simple citoyen dont la préoccupation majeure est le quotidien de plus en plus difficile.

Parallèlement à ces meetings menés à tâtons, des partisans du rejet des élections ont, eux aussi, essayé d'occuper la scène surtout dans la région berbérophone où plusieurs meetings, marches et autres rassemblements



Photo : DR

Les activistes du mouvement Barakat hier à Bouira.

avaient été organisés à M'chédallah, El-Esnam et Bechloul, mais là aussi, et même si l'intérêt et la mobilisation sont plus importants, personne ne pourra se prononcer sur l'issue de cette élection et le sort qui lui sera réservé par le citoyen.

Hier encore, alors qu'à travers la wilaya, l'on nous annonçait trois meetings de campagne à travers certaines communes, dont deux en faveur du Président-sortant, et le troisième en faveur d'Ali Benflis, les partisans du rejet des élections à travers le mouvement Barakat organisaient un sit-in au niveau de la place des Martyrs de Bouira. Cependant, ce meeting, et comme nous l'avons expliqué, n'a pas capté l'attention des citoyens. Pendant toute la durée de ce sit-in organisé par une vingtaine de jeunes, dont certains sont venus spécialement d'Alger, ceux-ci n'ont pas réussi à faire adhérer à leur mot d'ordre des dizaines de citoyens attablés dans deux cafés qui faisaient face à la place des Martyrs, ou encore les dizaines d'autres curieux qui étaient là à assister aux appels au rejet des élections et à la mobilisation des gens pour faire

partir ce système. Pendant près d'une heure, les dizaines d'activistes du mouvement Barakat, qui brandissaient des pancartes et autres banderoles dans lesquelles on pouvait lire entre autres : «Système dégage !», «Rendez-nous notre pays», «Barakat la mascarade électorale», «Pour une Algérie meilleure», scandaient des mots d'ordre hostiles au pouvoir comme : «Serragün, Chiatine, Ou y Goulou Wataniyin», (Voleurs et Brosseurs, et ils se disent patriotes), «Dazaïr Horra Dimocratia», «Ya Saïd, Ya Sellal, Système à la poubelle», personne ne bronchait.

Même les cris de «Ulac Smah Ulac» scandés par ces activistes, n'ont pas pu faire titiller les sentiments d'une population qui semble plus que jamais lassée de tout ce qui sent le politique. Rendez-vous est donné pour le 17 avril avec chacun sa vision, entre les partisans du vote massif, ceux du boycott et surtout ceux du rejet.

Cela étant, signalons que ce sit-in a eu lieu en l'absence totale des services de police.

Y. Y.

CONFÉRENCE-DÉBAT D'ABDERRAHMANE HADJ NACER AU SIÈGE DE RAJ :

«Le consensus, un moyen de sortie de crise»

«Trois étapes fondamentales, si elles viennent à être respectées et observées, détermineront l'avenir de l'Algérie. D'abord, il faut aider l'institution militaire à se retirer de la vie politique, trouver un consensus national en lançant un débat avec les acteurs de la société et donner des assurances à l'étranger». C'est le triptyque gagnant avancé par Hadj Nacer, l'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie lors d'une conférence-débat donnée au siège de l'association RAJ.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En inaugurant hier son nouveau siège national, les animateurs du Rassemblement action jeunesse (RAJ) ont organisé une conférence-débat dont l'hôte n'était autre que l'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie Abderrahmane Hadj Nacer et lors de laquelle, il a essayé de faire un état des lieux de la situation que traverse le pays mais surtout avancer quelques idées de sortie de crise.

L'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie qui a évité de «personnaliser» les débats ou de

situer les responsabilités au niveau des personnes, a d'abord reconnu «qu'il y a trop de manipulation dans ce qui se passe aujourd'hui en Algérie», en citant comme exemple les «manipulations ayant engendré les événements de la ville de Ghardaïa».

A ce titre, le conférencier évoque le cas «de la chaîne satellitaire saoudienne Iqraâ» ou encore le «silence inexplicable des autorités algériennes qui ont laissé passer beaucoup de temps pour réagir en interpellant les responsables de cette chaîne satellitaire».

Cela dit, pour le conférencier, «la situation qui prévaut aujourd'hui en Algérie est au bord du chaos et tout peut arriver si aucune démarche de sortie de crise n'est pas prise». «Si ce n'est pas le 17 avril prochain, ce sera un mois après ou dans une année. Nous sommes dans une situation de précarité. Nous devons être prudents et par voie de conséquence nous devons être vigilants comme nous avons également les moyens pour nous en sortir. Mais pour s'en sortir, il faut du calme afin d'éviter les pièges et autres complots et

manœuvres qui nous guettent», a indiqué Abderrahmane Hadj Nacer.

C'est dans cette optique que le conférencier a soutenu l'idée «d'un consensus national qui doit être bâti et organisé avec tous les pans de la société, qu'elle soit ancestrale ou moderne». En d'autres termes, selon lui, «une voie de sortie de crise».

En somme, l'ex-gouverneur de la Banque d'Algérie, très affecté par les événements tragiques que traverse la vallée du M'zab, a conclu son intervention en faisant implicitement référence à son livre intitulé *La Martingale algérienne. Réflexions sur une crise*. Un ouvrage à travers lequel, faut-il le rappeler, il a essayé de fournir une grille de lecture, sinon une tentative d'explication des événements vécus par l'Algérie.

Dans son ouvrage, paru en 2011, il affirme notamment que «l'autorité n'a pas d'adresse» ou que «les maîtres du jeu ne parviennent pas à respecter les règles qu'ils ont mises en place».

A. B.

RÈGLE 51/49

Les critiques des Espagnols

Le volume des échanges entre l'Algérie et l'Espagne a dépassé les 15,5 milliards en 2013. Cependant, du côté algérien, l'on estime que le nombre d'entreprises espagnoles installées en Algérie est en deçà des attentes. Les Espagnols, eux, émettent des critiques à l'égard de la règle 51/49.

Le volume d'échanges entre l'Algérie et l'Espagne a surpassé celui avec la France et l'Italie. Or, l'Algérie attend toujours que l'Espagne renforce sa présence dans le pays.

Avec 300 entreprises espagnoles installées en Algérie, le forum des chefs d'entreprises (FCE) considère que c'est peu. Brahim Benabdesslem, représentant du FCE qui intervenait, hier, en marge du forum économique algéro-espagnol a appelé les Espagnols à venir avec leur savoir-faire notamment pour investir dans des secteurs où l'Algérie possède des potentialités. Selon ce dernier, deux secteurs sont déjà identifiés. Il s'agit de l'agro-industriel et du tourisme.

Pour justifier leur faible investissement, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération espagnol, José Manuel Garcia Margallo, a expliqué que la règle 51/49 constitue un obstacle qui ne facilite pas l'investissement en Algérie.

El Hadi Makboul, secrétaire général du ministère de l'Industrie a souligné que le volume d'échange entre les deux pays est passé de 8,5 à 15,5 milliards de dollars entre 2010 et 2013. Cet échange, dit-il, est porté essentiellement sur les exportations des hydrocarbures dont l'Algérie assure 42% des besoins espagnols en gaz.

A ce sujet, interrogé s'ils comptent augmenter leur demande en gaz pour l'Algérie, le ministre des Affaires étrangères espagnol a expliqué que l'union européenne dont 24% des ressources énergétiques proviennent de la Russie accuse actuellement un excédent de 50% des réserves en gaz. Dans l'avenir, dit-il, un groupe de travail se réunira en Espagne pour tracer une stratégie.

Les Espagnols ont investi dans 40 projets en Algérie dont 33 ont été réalisés pour un montant de 1,4 milliard d'euros, a indiqué le DG de l'Andi.

Le représentant du ministère de l'Industrie a souligné que 80 opérations de partenariat ont été initiées dans différents domaines. Sept partenariats d'un montant d'investissement de 3 milliards de dinars sont en cours de réalisation, orientés particulièrement vers la fabrication de véhicules industriels et de travaux publics, de matériaux de construction ainsi que le développement d'activités de récupération et de recyclage des déchets.

Salima Akkouche